



JUIN
2019

IMPACT DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR L'ASSURANCE IARD.

Sur les trois dernières années, la France a connu d'importantes catastrophes naturelles : inondations, sécheresse et ouragans. La prédiction de ces événements et de leur évolution future est importante d'un point de vue assurantiel pour mener une politique de prévention efficace et pouvoir appréhender les coûts de ces futurs événements. Aujourd'hui, le lien entre l'évolution des catastrophes naturelles et le changement climatique est difficile à établir. Des études ont été menées (notamment par la CCR en partenariat avec Météo France) pour essayer de mesurer l'impact du changement climatique sur les catastrophes naturelles et sur le marché de l'assurance.

Publication réalisée par l'Expertise Center IARD



2
État des lieux
et augmentation des coûts

3
Assurabilité

4
Le régime légal
des catastrophes naturelles
en place

5
Solutions et mesures
de prévention

6
Impact sur l'assurance

7
Projet de réforme CAT NAT

R&D EXPERTISE CENTER IARD

L'expertise Center IARD vise au développement de l'expertise produit (connaissance des garanties et conditions d'application) ainsi qu'au suivi des évolutions réglementaires et de marché ayant un impact direct en matière d'assurance et de réassurance non vie. Il assure une veille active sur les projets de réforme et l'innovation et mène des travaux de fond sur les problématiques

majeures de tarification, de provisionnement et de pilotage de portefeuille. L'ensemble des travaux menés alimentent nos activités de benchmark, de communication et contribue à la formation de nos consultants aux nouveaux besoins assurantiels (assurances connectées, nouveaux objets à assurer, traitement des données récoltées en masse, risques émergents).

État des lieux et augmentation des coûts.

La tempête représente le péril le plus coûteux pour les assureurs ces dernières années. Les tempêtes Lothar et Martin en 1999 correspondent à 6,9 milliards d'euros d'indemnités versées par les assureurs, Klaus en 2009 à 1,7 milliard d'euros et Irma en 2017 à plus de 1,9 milliard d'euros. Les TGN (tempêtes, grêle et neige) représentent 50 % du cumul des indemnisations versées sur le marché entre 1988 et 2013.

La Caisse Centrale de Réassurance a conduit depuis 2017, en partenariat avec Météo France, une étude sur l'impact du changement climatique sur les coûts des catastrophes naturelles en 2050 sur la base du scénario le plus pessimiste en matière d'évolution des émissions de gaz à effet de serre, le RCP¹ 8.5. Ce scénario suppose une poursuite des émissions de gaz à effet de serre dans les mêmes proportions qu'actuellement.

Si le scénario RCP 8.5 se réalisait, ses conséquences sur la sinistralité Cat Nat seraient importantes. En effet, à enjeux assurés identiques, la perte annuelle moyenne des sécheresses serait 23 % plus élevée qu'aujourd'hui. Pour les inondations et les submersions, l'augmentation serait respectivement de 38 % et de 82 %. La perte annuelle pour ces trois périls confondus augmenterait de 35 %.

À l'horizon 2050, les résultats montrent que la sinistralité (ratio sinistres sur primes) augmenterait de 50 % en 2050. La fréquence et la sévérité des événements contribueraient pour 35 % et la concentration dans les zones à risques pour 15 %. L'évolution des valeurs assurées n'est ici pas prise en

compte puisqu'une partie de la hausse serait compensée par l'augmentation des primes d'assurance. La répartition spatiale de ces résultats souligne les fortes disparités territoriales.

La façade atlantique, sous l'effet de l'évolution démographique et de la hausse du niveau de la mer, verrait les dommages augmenter de plus de 60 % dans certains endroits. L'accroissement de la vulnérabilité en Île-de-France se traduirait par une hausse supérieure à 40 %. L'augmentation serait d'environ 30 % pour les départements du pourtour méditerranéen. Ces résultats permettent également de mettre en avant les territoires qui pourraient faire l'objet de politiques de prévention particulières.

L'enrichissement global du pays induit une hausse du nombre et de la valeur des logements, entreprises, infrastructures sur l'ensemble du territoire français. Ainsi, une même catastrophe survenant au même endroit quelques années plus tard aura un impact différent en fonction du développement des richesses sur le territoire.



¹ RCP : Representative Concentration Pathways



Assurabilité.

Les dégâts dus aux inondations de la Seine en 2016 sont estimés entre 900 millions et 1,4 milliard d'euros d'indemnisations pour les assureurs selon l'Association Française des Assurances (AFA).

En 2017, la sécheresse s'étend sur la France entre le début du printemps et la fin de l'été, avec 82 départements sur 96 ayant pris des arrêtés de restriction d'eau début août. Le coût de cette période de sécheresse est estimé entre 700 et 850 millions d'euros d'après la CCR.

En outre-mer, le passage de l'ouragan Irma sur les îles Saint-Martin et Saint-Barthélemy en septembre 2017 a détruit de nombreux hôpitaux, habitations, établissements scolaires et hôtels touristiques : toits emportés, rez-de-chaussée submergés... Les centrales électriques, les usines de désalinisation ont été endommagées.

En septembre 2017, le passage de l'ouragan Maria en Martinique et Guadeloupe a généré des dégâts estimés entre 40 et 70 millions d'euros pour les assureurs.

En 2018, de nouvelles crues, moins importantes qu'en 2016, en Seine et Marne font entre 150 et 200 millions d'euros de dégâts.

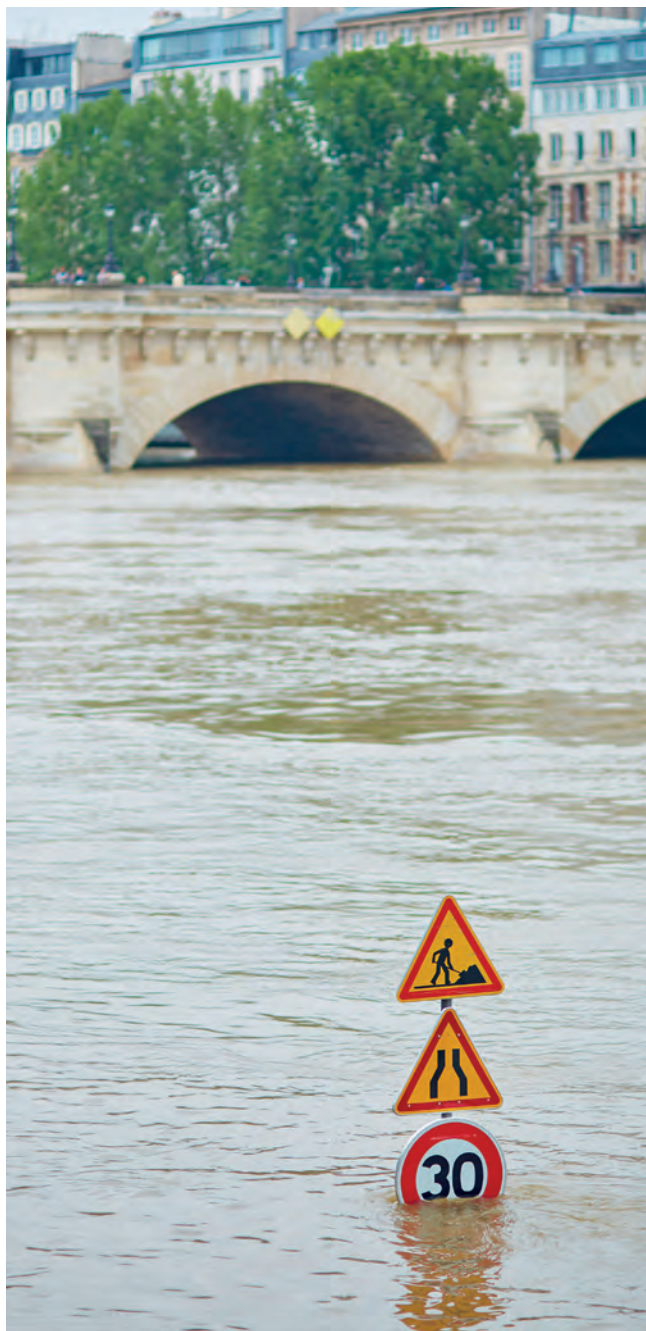
Ces périls de plus en plus fréquents et coûteux, notamment en outre-mer, conduisent les assureurs à poser la question de l'assurabilité de certains risques. Une politique de prévention est menée conjointement entre les pouvoirs publics, les assureurs et la CCR.

Néanmoins, compte tenu de la segmentation accrue des tarifs et notamment des zoniers, il n'est pas exclu que certains risques voient leur tarif augmenter à un niveau tel qu'ils deviendraient inassurables. Cela pourrait concerner des biens ayant déjà subis des sinistres avec une fréquence trop importante pour être jugée rare ou exceptionnelle, ou des biens impactés directement par les évolutions climatiques.

- Au cours des dernières années, la France a connu des catastrophes naturelles de grande ampleur en termes de coûts pour les assureurs.

Évènements	Coûts pour les assureurs (en euros)
Crues de la Seine (2016)	Entre 900 millions et 1,4 milliard
Sécheresse (2017)	Entre 700 et 850 millions
Ouragan Irma (2017)	Plus de 1,9 milliard
Ouragan Maria (2017)	Entre 40 et 70 millions
Crues Seine et Marne (2018)	Entre 150 et 200 millions

Le régime légal des catastrophes naturelles en place.



L'indemnisation des catastrophes naturelles en France est encadrée par le régime légal des catastrophes naturelles. La loi du 13 juillet 1982 ayant mis en place ce régime est aujourd'hui intégrée dans le code des assurances aux articles L.125 et A.125.

Le régime permet, au moyen d'un mécanisme de solidarité nationale, d'instaurer une équité face à l'indemnisation des dégâts engendrés par les catastrophes naturelles. Il incite également à la prévention des risques avec la mise en place de certains outils (franchises, PPR).

La garantie contre les catastrophes naturelles « Cat Nat » est aujourd'hui incluse systématiquement dans les contrats d'assurance dommages de biens. Ainsi, la couverture de la garantie dommages aux biens dans les contrats habitation, auto, multirisque agricole est étendue aux catastrophes naturelles. La souscription à la responsabilité civile seule en assurance automobile, par exemple, ne permet pas au véhicule de bénéficier d'une indemnisation liée aux dégâts provoqués par les catastrophes naturelles.

La garantie est couverte par le paiement d'une surprime, calculée à partir d'un taux de prime additionnelle unique pour tous les souscripteurs selon la catégorie de contrat. Ce taux, fixé par l'État, est le même quel que soit le degré d'exposition du bien aux risques : c'est le principe de solidarité nationale.

Le taux est défini par l'article A125-2 du code des assurances :

- 12 % de la prime garantie dommages du contrat pour les biens hors véhicules à moteur ;
- 6 % de la prime des garanties vol et incendie pour les véhicules terrestres à moteur (ou, à défaut, 0,5 % de la prime garantie dommages).

L'indemnisation par les assureurs des dommages causés par une catastrophe naturelle est effectuée si les deux conditions sont réunies : le bien concerné est couvert par une assurance dommages, l'état de catastrophe naturelle doit être confirmé par un arrêté interministériel au Journal Officiel.

Au cours des dernières années, la France a connu des catastrophes naturelles de grande ampleur en termes de coûts pour les assureurs.

Les périls couverts ou exclus ne sont pas listés dans la loi. La loi définit les effets d'une catastrophe naturelle comme les « dommages matériels directs ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises ». Les périls couverts sont les inondations, la sécheresse, les mouvements de terrain, les cyclones et ouragans, les séismes, les avalanches et les événements liés au volcanisme.

Une convention a été signée le 27 février 2017 entre l'État (le Ministre de l'Économie et des Finances) et la Caisse Centrale de Réassurance. Cette nouvelle convention, qui a pris effet le 1^{er} janvier 2017 et s'est substituée à la convention conclue en 1993, a pour objet de préciser :

- les missions d'intérêt général confiées par l'État à la CCR et les principes d'exercice de ces missions ;

- les conditions et modalités de l'engagement et de la rémunération des garanties de l'État octroyées à CCR pour certaines activités de réassurance ;
- les modalités de fonctionnement des comptes distincts ouverts dans les livres de la CCR pour retracer les activités effectuées avec la garantie de l'État.



Solutions et mesures de prévention.

Le régime légal des catastrophes naturelles en place incite à la prévention à travers deux outils :

- des franchises, montants réglementés laissés à la charge de l'assuré en cas de sinistre ;
- le Plan de Prévention des Risques naturels (PPR) (anciennement Plan d'Exposition aux Risques).

Le Plan de Prévention des Risques naturels (PPR) ?

Le PPR est une carte de la commune présentant les différentes zones à risques et les règles de construction à respecter sur chacune de ces zones. Ces règles correspondent à des mesures de prévention (respect de normes paracycloniques par exemple) pouvant aller jusqu'à l'interdiction de construire.

Les communes n'ayant pas de PPR prescrits se voient appliquer une franchise modulée, d'après l'Annexe I de l'article A125-1, en fonction du nombre d'arrêtés Cat Nat parus pour le même type d'évènement durant les cinq dernières années (doublement de la franchise de

base à partir du 3^e arrêté Cat Nat, triplement au bout du 4^e arrêté, et multiplication de la franchise de base par 4 après 5 arrêtés).

Depuis le 1^{er} août 2011, tout PPR doit être réalisé dans un délai de 3 ans à compter de la date de prescription. Ce délai peut être prolongé de 18 mois sur justification du Préfet.

Les études nécessaires à l'élaboration du PPR sont financées par le Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM) (« Fonds Barnier ») créé en 1995 par le législateur. Ce fonds est alimenté par 12 % des cotisations d'assurance catastrophes naturelles. Toutefois, l'article 19 de la loi de finances 2018 a introduit un plafonnement à 137 M€, reconduit à l'occasion de la loi de finances 2019, des fonds alloués au FPRNM.

Les assureurs, de leur côté, œuvrent depuis plusieurs années contre le réchauffement climatique :

- intégration des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG-Climat) dans les stratégies d'investissement des assureurs ;
- d'après la FFA (étude menée au 2nd semestre 2018 sur la situation en 2017)¹, 97 % des assureurs prennent d'ores et déjà en compte les critères ESG dans les décisions d'investissement, 81 % des assureurs tiennent compte des analyses Climat. Cela se traduit par :
 - ▶ la réduction des investissements dans les entreprises qui développent de nouvelles centrales à charbon ;
 - ▶ l'allocation des actifs en faveur de la transition énergétique avec des investissements verts (*Green Bonds*, immobilier bénéficiant de labels environnementaux type HQE, BREEAM ou LEED, entreprises dont les projets sont orientés transition écologique...) : 49 milliards d'euros en 2017 ;
 - ▶ l'inclusion dans les offres d'assurance vie des unités de comptes labellisés ESG ou Climat : 8 milliards d'euros d'unité de compte labellisées ESG ou Climat en 2017.
- les assureurs disposent de plusieurs instances consacrées à ces questions. Les principales :
 - ▶ l'association « Mission des sociétés d'assurances pour la connaissance et la prévention des Risques Naturels » (MRN) effectue des études pour la profession de l'assurance. Elle a pour exemple mis à disposition un outil au service de la prévention

(SIG MRN). Cet outil permet de géolocaliser les risques sur l'ensemble du territoire français, et fournit des informations telles que les mesures de préventions connues ou le niveau d'exposition aux aléas sur la zone étudiée ;

- ▶ la commission du développement durable de la FFA ;
- ▶ l'Observatoire National des Risques Naturels (ONRN) créé en 2012 est un partenariat entre l'État (Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie (DGPR), la Caisse Centrale de Réassurance (CCR) et la Mission des sociétés d'assurances pour la connaissance et la prévention des risques naturels (MRN).

La FFA présente, dans une étude publiée en décembre 2015², 23 propositions d'amélioration de la politique publique de prévention en place, et 11 propositions de modernisation du régime des catastrophes naturelles.

La politique de prévention dispose d'outils permettant d'agir au niveau local (Plan de Prévention des Risques naturels PPR, Plan Communal de Sauvegarde PCS, Programmes d'Actions de Prévention des Inondations PAPI) et au niveau national. Le FPRNM est la principale source de financement.

Le baromètre 2019 des risques émergents, réalisé par la FFA, met en avant que le réchauffement climatique est perçu par le marché comme le second risque principal à horizon 5 ans.³

Impact sur l'assurance.



Hormis le risque de forte hausse de la sinistralité, la disparité entre les territoires, avec certains plus exposés (la façade atlantique, par exemple), devrait engendrer de fortes hausses des tarifs d'assurance voire même des situations de non assurabilité pour une partie des assurés. Ce risque est d'autant plus élevé que les assureurs segmentent de plus en plus finement leurs zoniers. Ces premières analyses constituent autant d'indicateurs permettant d'orienter les politiques de prévention sur les territoires qui concentrent le plus grand nombre d'enjeux mais également sur ceux où la récurrence de certains événements pourrait être forte. Les politiques de prévention devront notamment tenir compte de la concentration de population dans les zones à risques nouvellement identifiées.

¹ « Intégration des critères ESG-Climat dans les stratégies d'investissement des assureurs - Le Baromètre - 2^e Edition » (Fédération Française de l'Assurance, 27/11/2018)

² « Livre Blanc. Pour une meilleure prévention et protection contre les aléas naturels » (Fédération Française de l'Assurance, 03/12/2015)

³ https://www.ffa-assurance.fr/sites/default/files/files/2019/02/20190206_-_barometre_2019_des_risques_emergents.pdf

Projet de réforme Cat Nat.

Le régime légal des catastrophes naturelles reste inchangé depuis 1982. Les récents événements climatiques ont engendré des discussions entre la Fédération Française de l'Assurance (FFA), la Caisse Centrale de Réassurance (CCR) et la Direction Générale du Trésor pour faire évoluer le régime en place. Le projet de réforme devrait être présenté après l'été 2019.

Les propositions de réforme du régime proposées au gouvernement pourraient porter plus particulièrement sur :

- la prise en charge des frais de relogement dans le régime public : la prise en charge de ces frais n'est aujourd'hui pas prise en compte de la même façon chez tous les assureurs (pas de prise en compte, courte durée, longue durée) ;
- les franchises : les artisans, commerçants et TPE se verraient appliquer la même franchise que les particuliers (actuellement de 380 €) et les assureurs pourraient fixer librement la franchise des grandes entreprises afin de mieux les responsabiliser ;
- un nouveau rôle et davantage de moyens au Bureau Central de Tarification (BCT) : il s'agirait de permettre au BCT d'intervenir dans la fixation des tarifs et de prendre en charge les risques extrêmes les plus exposés aux catastrophes naturelles, et ainsi de mieux flécher l'utilisation du Fonds de prévention des risques naturels majeurs ;
- la question des territoires d'outre-mer où les aléas climatiques sont nombreux et où l'assurance est faible ;
- les frais de gestion de sinistres engagés par les assureurs, le système actuel de commissions ne tenant pas compte de leur fluctuation en l'absence ou en cas de réalisation d'événements majeurs.

L'évolution probable de la fréquence et de la sévérité des événements naturels est une problématique pour les assureurs de même que pour les pouvoirs publics. Les politiques de prévention ainsi que le projet de réforme du régime Cat Nat, qui devrait voir le jour après l'été 2019, devront essayer d'anticiper l'augmentation des dommages liés aux aléas climatiques.



Conclusion.

Aujourd'hui, l'impact du changement climatique sur la fréquence et la sévérité des événements naturels n'est pas clairement établi, bien que ces dernières années la France ait connu des catastrophes naturelles de grande ampleur en termes de coût pour les assureurs. Les études menées par la CCR, en partenariat avec Météo France, montrent que le changement climatique devrait avoir un impact non négligeable sur la survenance des événements naturels (+ 50 % de sinistralité à horizon 2050 pour un scénario pessimiste). La disparité des territoires pose également problème, notamment concernant les territoires d'outre-mer où l'exposition aux aléas climatiques est forte et où le taux de pénétration de l'assurance est faible.

Cette hausse de la sinistralité prévue et les fortes disparités territoriales risquent à terme d'impacter considérablement les tarifs d'assurance, voire même de créer des zones de non assurabilité. Les différentes politiques de prévention et le projet de réforme Cat Nat prévue pour le second semestre 2019 ont pour but d'anticiper ces évolutions et permettre de limiter la hausse de la sinistralité. Reste à savoir s'ils seront efficaces et suffisants afin d'éviter de confirmer les études réalisées par la CCR et Météo France, tout en assurant la pérennité du régime et les équilibres entre acteurs.



Optimind, acteur indépendant leader du conseil en gestion des risques, réalise 30 millions d'euros de chiffre d'affaires et réunit plus de 200 collaborateurs autour de cinq practices : Actuarial & Financial Services, Corporate Risk Services, Risk Management, Business Transformation, Business Process Outsourcing. Optimind accompagne les organismes assureurs, banques et grandes entreprises autour de la définition de la stratégie, de la gestion des risques et de la transformation. Les services proposés couvrent chaque maillon de la chaîne de valeur des clients d'Optimind : Strategy, Finance, Risk, Compliance, Market, Human Resources, Digital Transformation, Data, BPO.

optimind.com

Contacts.

Practice Actuarial & Financial Services

Gildas Robert - Senior Partner - gildas.robert@optimind.com

Julien Chartier - Partner - julien.chartier@optimind.com

Valérie Deppe - Partner - valerie.deppe@optimind.com

Marie-Catherine Sarraudy - Partner - mc.sarraudy@optimind.com

Presse

Marine de Pallières - Communication & Public Relations Manager - marine.depallieres@optimind.com



Libérez le potentiel de vos données
et entrez en toute conformité dans l'ère digitale



Agence de conseil en communication sociale
au service des entreprises